



NOTE D'ANALYSE 04/08/2006

LA MISERE DE GAZA, ENGENDREE PAR LE *FATAH* ET VOULUE PAR LE *HAMAS*

Par

Jean-Charles Chebat (Professeur à HEC Montréal)

Claire Gélinas-Chebat (Professeur à l'Université de Québec à Montréal)

Germain Belzile (Professeur à HEC Montréal)

L'actualité montre quotidiennement les conditions misérables dans lesquelles vivent les Palestiniens de Gaza, gouvernés par le Hamas depuis le début de 2006 et, pendant dix ans jusqu'en 2004, par le Fatah de Yasser Arafat. Quelles sont les causes de cette situation?

A) Corruption systématique de l'AP et régression par rapport à la période 1967-1994

Les Palestiniens vivent sous le gouvernement autonome de l'Autorité Palestinienne (AP), depuis qu'Arafat et Rabin ont signé les accords de 1993. En mai 1994, les troupes israéliennes ont évacué Gaza (à l'exception de quelques localités qu'elles ont quittées totalement depuis 2005). **Le 1er juillet 1994, Arafat entrait triomphalement à Gaza; les administrations civiles et militaires israéliennes y étaient alors dissoutes. Dès lors, les milliards de dollars ont coulé à flot depuis l'Europe, le Japon et l'Amérique vers les Palestiniens, milliards de dollars hélas interceptés par les dirigeants de l'AP qui se sont généreusement servi au passage.**

Cette corruption systématique de l'AP a ruiné les Palestiniens. Ceux-ci en sont aujourd'hui au stade de misère dans laquelle les Égyptiens et les Jordaniens, qui gouvernaient Gaza et la Cisjordanie de 1948 à 1967, les avaient laissé croupir. On se souvient de la « petite phrase » de **Gamal-Abdel Nasser**, le dictateur égyptien de 1954 à 1970: « *Les Palestiniens sont utiles aux États arabes comme ils sont* ». Cela résume clairement la politique de la **Ligue Arabe** à l'égard des « frères palestiniens ». Alors que des dizaines de millions de réfugiés européens de la Seconde guerre mondiale ont été intégrés rapidement chez leurs frères européens, **les**

dirigeants arabes sont par contre allés jusqu'à empêcher des organisations internationales de bâtir des installations décentes, adaptées aux besoins des Palestiniens.

Comme le montre le **Dr Karsh**, directeur du *Mediterranean Studies* au King's College de l'Université de Londres (auteur du *Arafat's War*¹), les Palestiniens de Gaza et de la Cisjordanie avaient vu leur sort s'améliorer de 1967 (Guerre des Six-Jours) à 1994 (date de la prise de pouvoir d'Arafat à Gaza) : **sous l'administration israélienne, l'espérance de vie augmenta (de 48 ans en 1967 à 72 ans en 2000, 4 ans de plus que la moyenne des pays d'Afrique du Nord et du Proche-Orient); la mortalité infantile décrut (de 60/1000 à 15/1000, contre 64/1000 dans l'Irak de Saddam Hussein et 40/1000 dans l'Égypte actuelle); la proportion de la population palestinienne possédant l'électricité passa de 21% en 1967 à 85% en 1986; de même pour l'eau courante,(16% en 1967 contre 85% en 1986). Alors qu'avant 1967, l'éducation des Palestiniens vivant sous l'occupation égyptienne à Gaza et jordanienne en Cisjordanie se limitait aux écoles secondaires et qu'aucune université n'y existait alors, sous l'administration israélienne, en 1990 six universités palestiniennes formaient 16,500 étudiants. Le taux d'analphabétisme était alors tombé à 14% (comparativement à 61% en Égypte). Les Territoires administrés par Israël connurent aussi une croissance économique exceptionnelle : de 1968 à 1991, le PIB/capita passa de \$165 à \$1715 (contre \$600 en Égypte et \$1000 en Jordanie).**

Telle est la situation léguée à Arafat en 1994. Cette année-là, la communauté internationale, pressée d'aider les Palestiniens s'engagea à quelque dix milliards de dons à l'AP. Puis la corruption s'est installée en système, avec ses corollaires : la dictature et la misère.

Le ministre des Finances de Yasser Arafat, **Salam Fayad** révéla à **Karim Nashashibi**, le représentant du *Fonds Monétaire International* à Gaza et Cisjordanie, l'ampleur et les modalités des transferts de fonds effectués sous le gouvernement d'Arafat entre 1995 et 2000². La plus grande partie de ces fonds publics envoyés des Territoires de l'AP vers l'étranger transitaient par le *Palestinian Investment Fund*, dont la mission était de les « privatiser », selon l'expression de Fayad. Dans une conférence de presse menée par Karim Nashashibi, et Adam Bennett, chef de mission du FMI pour la Cisjordanie/Gaza, il fut révélé que **les revenus étaient détournés du budget de l'AP vers un compte spécial contrôlé par Arafat et son principal conseiller financier**, Mohamed Rachid. **Nashashibi estime le détournement à 900 millions de dollars US**³.

Ce n'est que la pointe de l'iceberg, en effet :

1. l'AP aurait quelque 30 milliards de dollars dans ses comptes à l'étranger: **Abdel Eissa**, directeur de *l'International Bank of Palestine*, a annoncé en 2000 que

¹ Grove, 2004

² Associated Press (samedi 20 septembre 2003) : « Yasser Arafat a détourné 900 millions d'argent public »

³ <http://www.primo-europe.org/showdocs.php?rub=5.php&numdoc=Do-445019257>

l'AP détenait 2 milliards de dollars US dans des comptes locaux et plus de 30 milliards de dollars US dans des comptes étrangers⁴.

2. L'AP a généré entre 8 et 14 milliards de revenus fiscaux: **En 1990, la CIA estimait que l'OLP, la principale organisation palestinienne, générait entre 8 et 14 milliards de dollars US grâce à la taxe de 5% sur tous les Palestiniens travaillant en pays arabes.**

3. Le *Sunday Telegraph* a révélé (5 Décembre 1999) que l'AP possédait à Londres, Paris et ailleurs en Europe, une richesse immobilière évaluée à 50 milliards de dollars.

4. **Madame Soha Arafat**, épouse de Yasser Arafat, **fait actuellement l'objet d'une enquête du fisc français pour déterminer l'origine des quelque 9 millions d'euros qui ont été versés sur ses comptes bancaires.** Selon le *Canard Enchaîné*, souvent bien informé, 2 des 9 millions d'euros (environ 3 millions de dollars canadiens), auraient été versés au cabinet du célèbre décorateur parisien Alberto Pinto pour des raisons encore indéterminées par les enquêteurs ⁵.

5. La revue d'affaires américaine **Forbes classa Yasser Arafat parmi les hommes les plus riches au monde avec 300 millions de dollars⁶.** En janvier 2004, l'Office européen de lutte antifraude (Olaf) dépêcha une mission à Jérusalem pour enquêter sur d'éventuels détournements de fonds européens versés à l'AP.

Et tout ceci est bien connu des Palestiniens eux-mêmes depuis des années. Selon le rapport du *Palestinian Authority Monitoring Institute* sur la corruption publié en 1997, 326 des 866 millions de dollars du budget de l'AP ont été « coulés », soit 41% du budget⁷! Ce n'est pas sans raison que dès 1994, date de son arrivée à la tête de l'AP, la crédibilité d'Arafat auprès des Palestiniens était en chute libre : de 46% de confiance en 1996 à 23% en 2000⁶, selon les sondages de l'Université palestinienne de Bir Zeit. Pour bien des Palestiniens, son surnom était celui de « **mini-Suharto** ».

C'est pour dénoncer sa corruption qu'ont démissionné de son cabinet les Drs **Abdul-Shafi, et Ashrawi**. Le ministre de l'agriculture d'Arafat qui lui avait claqué la porte au nez en 1999, avait alors déclaré à la revue *Green Left* : «**l'Autorité Palestinienne est devenue l'école de la corruption et Arafat est le directeur de cette école!**», opinion corroborée par 90% des palestiniens⁸

Israël a totalement évacué Gaza, démantelé toutes ses installations militaires, retiré ses soldats, détruit toutes les implantations israéliennes et expulsé manu militari la totalité de ses propres 7000 citoyens. Puis, **Israël a défini la ligne qui sépare Israël de Gaza comme étant une frontière internationale. Gaza est devenu le premier territoire palestinien indépendant qui ait jamais existé.**

⁴ <http://ww1.transparency.org/gb-archive/2004-mar-apr.html>

⁵ <http://72.14.205.104/search?q=cache:ubQ-rY7KZ-oJ:permanent.nouvelobs.com/societe/20040211.OBS4067.html+soha+arafat+alberto+pinto&hl=fr&gl=ca&ct=clnk&cd=7>

⁶ http://news.bbc.co.uk/2/hi/middle_east/3995769.stm

⁷ Murray Kahl "Corruption within the Palestinian Authority" October 30, 1997.

<http://www.cmep.com/features.htm>

⁸ http://www.rfi.fr/actufr/articles/061/article_32965.asp

B) Une occasion manquée par le HAMAS

Le fait que les forces israéliennes aient quitté Gaza n'est pas pour le Hamas (ou une bonne partie du Fatah), une opportunité de paix ou de négociations avec Israël, seulement la preuve de la faiblesse de la part du gouvernement d'Israël, un encouragement à pousser la lutte armée et le terrorisme encore plus loin. Ils ont utilisé le désengagement de Gaza pour lancer encore plus de roquettes sur des cibles à l'intérieur même d'Israël : 1000 au total depuis le début de la 2^e Antifada dont 139 entre le 9 Juin et le 20 Juin 2006 sur la seule ville de Sderot,⁹. D'où l'actuelle opération israélienne dans Gaza. Que feraient les États-Unis si des roquettes, étaient tirées par-dessus la frontière mexicaine? La Grande-Bretagne si l'IRA tirait des missiles sur Londres? L'Espagne dans le cas de missiles de l'ETA?

Ici, on n'a pas affaire à une bande de terroristes prétendue non contrôlée, ce qui dans le passé permettait à Arafat de déplorer les attaques sur des civils israéliens : il s'agit d'un terrorisme officiellement mené par le premier ministre de l'AP. Il ne s'agit pas non plus d'utiliser l'excuse des territoires « occupés » : il s'agit des territoires israéliens reconnus par l'ONU.

S'il doit y avoir une amélioration du sort des Palestiniens au plan économique, social et sanitaire, elle passe par le nettoyage des institutions palestiniennes. Le Hamas ne l'a certes pas fait, alors que les Palestiniens cherchaient des leaders qui mettent de l'ordre dans les affaires publiques. Le Hamas a des objectifs militaires et terroristes : liquider Israël. Disciple du *Hezbollah*, téléguidé depuis la Syrie, le Hamas a contribué à l'échec total de la gestion des Territoires.

Qu'a fait le Hamas de Gaza? Il avait là une occasion exceptionnelle de montrer ce que peut faire un gouvernement palestinien responsable du premier territoire palestinien de l'histoire à être indépendant - ce que n'ont jamais autorisé ni les Ottomans, ni les Britanniques, ni les Égyptiens, ni les Jordaniens, bref, tous ceux qui ont gouverné les Palestiniens avant les Israéliens. Le Hamas a-t-il tenté de remettre à flot l'économie palestinienne? A-t-il commencé à édifier l'État auquel ils prétendent, à construire des écoles, des routes et des hôpitaux ? La communauté internationale ne demandait qu'à les financer généreusement, en contrepartie de quelques déclarations rassurantes même ambiguës.

Le *Hamas* n'y a aucun intérêt. **La misère de la population palestinienne contribue à la réussite du Hamas**, selon la stratégie traditionnelle de la Ligue Arabe. Cette misère et le désespoir qu'elle génère leur apporte des troupes fraîches. Encore une fois, les Palestiniens sont les victimes de leur propre leadership. Le *Hamas* est manipulé depuis Damas par le dictateur syrien et, sans doute aussi par le grand frère iranien, tous deux jusqu'au-boutistes, promettant de l'aide qui ne vient jamais, si ce n'est sous forme militaire et diplomatique. Ni l'un ni l'autre n'ont que

⁹http://www.mg.co.za/articlePage.aspx?articleid=274958&area=/breaking_news/breaking_news__international_news/

faire de la gestion du bien-être quotidien des Palestiniens. On peut difficilement leur en faire un grief spécifique. Avec l'avalanche des pétrodollars, aucun pays arabe ou musulman n'a trouvé le moyen d'envoyer aux Palestiniens, directement ou indirectement le milliard de dollars pour payer leur fonction publique. **Les Palestiniens demeurent les victimes de leurs « frères ». Rien n'a changé depuis 1947.**